

Intervention au nom du Collectif Palestine

15 novembre 2014 Place du Palais de Justice Poitiers

Chers amis de l'indignation, de la justice et de la mémoire,

Après 51 jours de déluge de fer, de feu, de sang sur la Bande de Gaza, les forces sionistes n'ont pas réussi à faire plier la résistance palestinienne cet été. Laisant derrière elles un champ de ruines et de morts, elles ont dû se replier, abandonnant aux puissances occidentales et arabes la charge de payer les dégâts qu'elles ont commis.

Mais pendant que les ballets diplomatiques reprennent de plus belle, en coulisse, les plans israéliens de conquête de toute la Palestine n'ont pas changé. Dès le lendemain du cessez-le-feu du 26 août dernier Israël a volé 400 hectares de terres dans le gouvernorat de Bethléem, et annoncé depuis la construction de centaines de logements à Jérusalem. Aujourd'hui, c'est la branche religieuse extrémiste qui est mise en avant par l'occupant pour s'accaparer l'Esplanade des Mosquées avec la volonté de détourner le conflit colonial vers un conflit religieux.

Mais alors que d'autres conflits dans le monde suscitent des réactions et condamnations immédiates, les carnages et destructions commis par Israël bénéficient d'une impunité qui accrédite l'idée de l'acceptation de la version israélienne de légitime défense. Tout sens critique disparaît si l'on n'en revient pas toujours au contexte idéologique et historique du conflit à savoir une politique génocidaire israélienne toujours plus massive. Cette politique est moins le produit d'une intention inhumaine de la part d'Israël que le résultat inévitable de sa stratégie globale envers non seulement la Palestine mais envers toutes les régions occupées.

Il est essentiel de rappeler ce contexte car la machine de propagande israélienne essaie encore et encore de présenter sa politique hors de tout contexte et de faire du prétexte qu'elle trouve pour chaque nouvelle vague de destructions, la justification d'une nouvelle série de massacres. Or cette stratégie israélienne, qui désigne sa politique brutale comme une réponse adéquate à telle ou telle action palestinienne est aussi vieille que la présence sioniste en Palestine. Elle a été utilisée à maintes reprises pour concrétiser la vision sioniste d'un Israël qui couvre entièrement la Palestine historique avec le moins possible de Palestiniens natifs, voir aucun. Les moyens changent mais l'objectif reste le même.

Pour faire taire ceux qui comme nous critiquent et condamnent cette politique nationaliste, raciste et ségrégationniste, la propagande sioniste cherche à détourner

notre attention vers d'autres faits horribles qui se passent ailleurs dans le monde. "Allez donc voir en Irak ou en Syrie" nous dit-on souvent. Comme si le chaos qui règne dans tout le Proche Orient était sans rapport avec l'activisme international d'Israël. Oui, ce qui se passe en Irak et en Syrie est horrible. Mais il y a une différence énorme entre ces pays et la brutalité israélienne : les premiers sont condamnés comme barbares et inhumains dans le monde entier pendant que les atrocités commises par Israël sont toujours publiquement autorisées et approuvées par le Président des États-Unis, les dirigeants de l'Union européenne et d'autres amis d'Israël dans le monde.

Pour sortir de cette situation catastrophique, nous n'avons guère d'autre issue que de fonder notre action sur la défense de droits humains et de droits civils qui ne fait aucune distinction entre une violation et une autre, et qui identifie clairement la victime et les agresseurs. L'important n'est pas l'identité religieuse de ceux qui commettent les atrocités et au nom de quelle religion ils prétendent parler. Ils doivent tous être traités de la même manière.

Un monde qui cesserait son double jeu dans ses relations avec Israël est un monde qui pourrait être plus efficace dans ses réponses aux crimes de guerre perpétrés ailleurs dans le monde. Arrêter le génocide incrémentiel dans Gaza et restituer aux Palestiniens leurs droits humains et civils fondamentaux, où qu'ils soient, donc y compris le droit au retour, sont le seul moyen d'ouvrir de nouvelles perspectives pour une intervention internationale efficace pour l'ensemble du Moyen-Orient.

Nous, Collectif Palestine, constitué suite à l'agression israélienne de cet été contre la Bande de Gaza, avons décidé de maintenir la permanence d'actions pour rappeler que rien n'est réglé sur place comme le démontre malheureusement et tristement l'actualité, et pour être l'écho de la résistance palestinienne et de sa volonté politique : la libération de la Palestine.

La paix ne peut pas passer par la capitulation du peuple palestinien, elle passe par la libération nationale.

Le siège inhumain et illégal de Gaza ne peut pas être négocié avec Israël, la liberté des Palestiniens n'est pas négociable.

Les crimes de guerre ne peuvent pas faire l'objet de discussion. Ils doivent être condamnés et punis.

Il est temps que ces principes universels ne tombent pas sous les bombes israéliennes comme les morts palestiniens.

A ce titre, cette action aujourd'hui devant le Palais de Justice est doublement symbolique. D'abord, parce que le lieu rappelle que sans justice il ne peut y avoir de liberté et de paix. Ensuite, parce que l'envol des colombes, oiseaux dont la particularité est de retourner sur leur lieu d'origine, est une métaphore du droit au retour des Palestiniens, droit déclaré inaliénable par l'ONU et par les Conventions internationales. Ainsi les colombes, symbole de la paix, nous rappelle que la paix passe par le retour.

Mais nous disposons également d'autres armes, et en particulier de celle du boycott, comme nous le demandent avec force les Palestiniens depuis 2005 et come ils l'ont réaffirmé avec force le 5 septembre dernier en ces termes : "Nous vous exhortons à soutenir le peuple palestinien dans son ensemble et à exiger qu'Israël soit tenu responsable pour les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il a commis et continue de commettre contre le peuple palestinien partout. Nous vous exhortons à intensifier les campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour isoler davantage Israël sur les plans économique, militaire, culturel et académique."

A l'inexistence de pressions exercées par les Etats membres de l'ONU, substituons une pression exercée par les peuples pour qu'Israël en revienne au droit commun. Nous ne réclamons pas une exceptionnalité pour Israël, mais le droit commun, rien que le droit commun.

Dès maintenant, soyez attentifs aux prochaines actions que nous pourrons vous proposer.

Pour que la paix et la justice triomphent enfin de la barbarie,

Vive la solidarité internationale avec la Palestine !

La Palestine vivra, la Palestine vaincra !

Vive la résistance palestinienne ! Vive la Palestine !